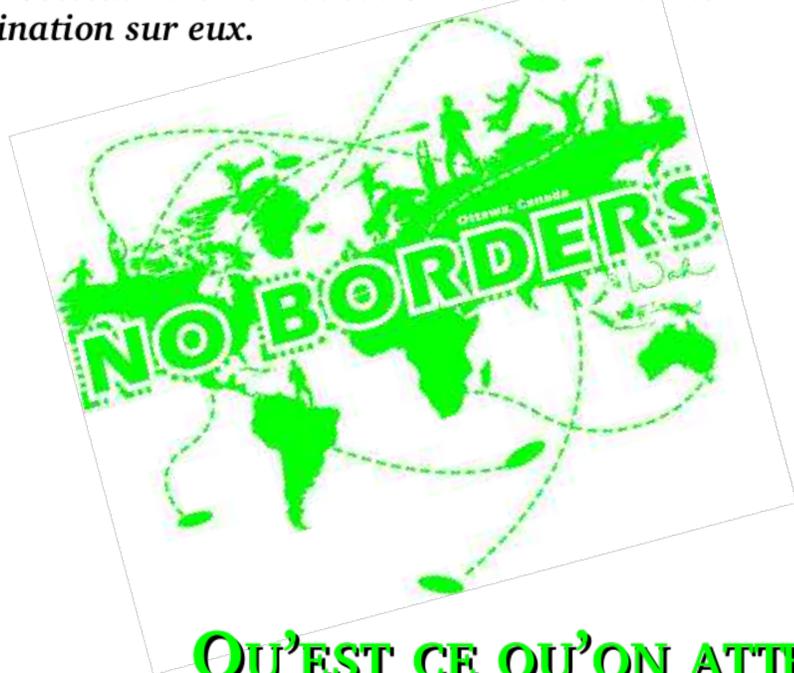


### LES FRONTIÈRES DU DEHORS

L'Union Européenne (UE) continue sa politique de délocalisation (externalisation) de ses frontières. Les pays limitrophes tels que la Turquie, l'Algérie, l'Égypte, le Maroc, l'Albanie deviennent chaque jour davantage les postes-frontières du continent. Par le biais d'accords d'échanges commerciaux, de promesses d'aides au développement ou encore d'apports en matériel militaire, l'UE exerce une pression constante sur ces pays. Cela lui permet de les intégrer de plus en plus dans le processus d'externalisation et de maintenir une domination sur eux.



Quelques principaux accords et rencontres ayant eu lieu cet été/automne 2018:

- Juin 2018: Sommet de l'UE : accord de principe entre les 28 pays pour créer des plateformes de débarquement dans les pays de l'Afrique du Nord – Refus de la Tunisie, Algérie et Albanie

- Rencontre entre Merkel et Bouteflika à Alger. Accord sur les modalités de renvois des ressortissants Algériens.

- 08-18: Le Maroc réclame davantage d'aides de l'UE pour surveiller les flux migratoires

- 09-18: la France, l'Allemagne et l'Espagne préconisent une aide financière en faveur de l'Algérie et du Maroc

- 10-2018: Dans le cadre du processus d'intégration de l'Albanie à l'UE, un accord de coopération entre l'Albanie et Frontex a été signé. Il facilite l'intervention de Frontex sur le territoire Albanais.

**Liberté de circulation pour toutes et tous !!!**

### QU'EST CE QU'ON ATTEND POUR FERMER LES CRA ?

50 000, c'est le nombre de personnes privées de liberté et menacées d'expulsion, chaque année, dans les CRA en France. Se plaçant au premier rang européen en nombre d'enfermements de personnes migrantes, la France a clairement choisi sa politique migratoire : enfermer pour mieux expulser.

Pour autant, les moyens relatifs aux conditions d'enfermement des personnes n'augmentent pas. De nombreux témoignages et rapports dénoncent de mauvaises conditions de «retenue»: sécurité des lieux compromise, absence de soins médicaux, difficulté d'accès à l'information, etc. Même les membres du



gouvernement le constatent : « des efforts doivent être faits sur les conditions d'hébergement », « le service n'est pas toujours adapté et certaines personnes ont faim » (Alexandra Louis, députée LREM, en février).

À la grande surprise des députés, les CRA ne sont pas des colonies de vacances, mais bien des prisons.

PRISONS GÉRÉES EN GRANDE PARTIE PAR DES ENTREPRISES PRIVÉES QUI NE VOIENT DANS CETTE OPÉRATION QUE PROFIT ET RENTABILITÉ.\*\*

Cet été, en pleine canicule, des pannes d'eau et de climatisation ont eu lieu au CRA de Marseille pendant plusieurs jours. Seules 2 bouteilles d'eau de 50 cl étaient distribuées par personne et par jour. Des maladies se sont développées dans le centre, poussant les personnes à la grève de la faim.

Un recours collectif de demande de libération a été déposé. Recours rejeté par le juge, car la climatisation avait été réparée pour quelques heures, le temps du procès. Suite à une nouvelle panne, le CRA a enfin fermé ses portes, mais les personnes ont été renvoyées vers d'autres centres et n'ont pu être libérées.

L'enfermement fragilise les personnes et on dénombre de plus en plus de tentatives de suicide ou d'automutilation dans les CRA.

Des actions collectives émergent un peu partout : grève de la faim, émeute (Bordeaux, le 6 septembre), tentative d'incendie (Rennes, Saint-Exupéry). Pour rappel, dans le même contexte, 10 ans auparavant, le CRA de Vincennes prenait feu !

## DES ÉTATS PLUS FASCISTES QUE LES FASCISTES ?

*Des partis nationalistes racistes sont au pouvoir en Hongrie, Autriche, ou en Italie. Ailleurs, l'extrême-droite exerce une pression sur les gouvernements en place comme en Allemagne ou en Suède. Partout en Europe, sous l'effet de cette vague brune, la peur des « migrants » est instrumentalisée politiquement, et les politiques anti-migratoires se durcissent. Entre le pouvoir et des groupes d'extrême-droite un rapprochement significatif s'est opéré ces derniers mois. Tant dans les discours, les objectifs que les stratégies.*

Les ONG (SOS Méditerranée, MSF...) impliquées dans les opérations de sauvetage en mer font l'objet de violentes attaques provenant autant des États que des fachos. Le but : nuire à leur travail, les discréditer, les criminaliser. En mai 2017, Génération identitaire lance l'opération médiatique Defend Europe. Un bateau est affrété pour entraver l'action des ONG. Leur 1er coup d'éclat : Bloquer l'Aquarius au port de Catane. Mais avant les fachos, c'est l'agence Frontex elle-même qui pointait les ONG, parlant de « collusion avec les passeurs ». À l'été 2018, l'État italien ferme ses ports aux bateaux des ONG, concrétisant l'objectif des fachos. Le ministre de l'intérieur, Salvini, accuse les ONG de violer le droit international, parlant de « trafiquants » de « cargaisons de chaire humaine ». S'en suivent pressions administratives et diplomatiques pour que les bateaux perdent leur pavillon et donc le droit de naviguer. À l'unisson, les États de l'UE accusent les ONG de faire le « jeu des passeurs ». Début octobre des militants identitaires font irruption dans les locaux de SOS méditerranée à Marseille.

Mêmes mots (« complice du trafic d'êtres humains ») mêmes mots d'ordre (« Il faut saisir l'Aquarius ! »). La boucle est bouclée.

À Briançon, des personnes passent en procès pour des actes de solidarité avec des exilé.e.s. On sait que depuis leur action d'avril au Col de l'échelle, les identitaires renseignent la police pour mieux traquer et ficher les solidaires. Officiellement la Préfecture a annoncé la fin de cette collaboration, mais leurs procédés et leurs objectifs sont les mêmes : empêcher les passages et nuire à l'exercice de la solidarité. En Hongrie aussi des attaques contre ceux qu'ils appellent les « pro-migrants » s'intensifient. Le parti du chef de l'État, Orban, est à l'origine d'une loi pour criminaliser les groupes « soutenant l'immigration ». Et dans la rue ses partisans mènent des actions d'intimidation contre les locaux d'ONG comme Amnesty International.



Les discours et les stratégies des militants d'extrême-droite et des gouvernements européens convergent dangereusement. Malgré les divisions internes à l'UE, le consensus anti-migratoire est installé depuis des années. Cadenasser et militariser les frontières, faire la guerre aux exilé.e.s. Qu'est-ce que les fachos peuvent demander de plus ?

A la frontière franco-italienne: expulsion de "Chez Jésus" à Clavière (Italie) et ouverture d'un nouveau squat à Briançon:

A la frontière franco-italienne, l'église occupée depuis mars par des militant.e.s et des personnes exilé.e.s de passage a été expulsé par la police italienne mi-octobre, juste avant l'hiver.

En plus d'être un lieu de lutte contre les frontières ce lieu autogéré permettait aux personnes de passage de pouvoir se reposer, trouver médicaments et nourriture, des infos sur leurs droits, et s'abriter du froid. La police traque et réprime les personnes exilé.e.s qui traversent la montagne, les refoulent à Clavière, qu'il fasse nuit, qu'il fasse froid, en toute impunité, alors que bientôt la frontière sera bien grande ouverte aux touristes indifférents venant profiter de la station de ski.

De l'autre côté de cette frontière, un nouveau lieu a ouvert dans la ville de Briançon. L'une des idées principales de ce lieu est de créer un espace de rencontres et d'échanges sur la thématiques des frontières. Des discussions, des projections de films, des repas collectifs seront organisés chaque semaine. Tout soutien matériel et humain est le bienvenu !

Ouverture du Cesaï à Gap:

Suite à l'expulsion de la Maison Cézane, qui était habité par des personnes et des familles exilé.e.s sans logement, un squat a été ouvert à Gap, rue de l'imprimerie, pour proposer un hébergement aux personnes qui n'en ont pas et aussi avoir un espace pour faire un centre social autogéré proposant des activités libres et gratuites.

Ce journal mural est réalisé à Grenoble. Il paraît de temps en temps pour diffuser des infos, actualités et analyses sur ce qu'il se passe aux frontières de l'Europe : une véritable guerre, avec son armée (Frontex) et ses relais médiatiques. Ces frontières sont diffuses, leur présence est partout à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union européenne, à travers les contrôles, les rafles, le harcèlement et l'humiliation systématique des exilés. Ce journal défend la liberté d'installation et de circulation pour toutes et tous, veut contribuer à lutter contre le racisme et les nouvelles formes du colonialisme, contre les frontières et les injustices sociales, et contre la politique de la peur.